

Pour une rentrée de lutte des classes

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. C'est aussi ça la France de Macron. Ce décompte, opéré par l'Unicef, ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine.

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés, faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Comment ne pas évoquer aussi les craintes de nombreuses familles de voir leur enfant en situation de handicap se retrouver sans accompagnement adapté à l'école ?

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent, en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires.

Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire Nicole Belloubet, la ministre de l'Éducation nationale, tout marcherait à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout.

Les groupes de niveau en français et en maths en 6ème et 5ème sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif français ? On les rebaptise « groupes de besoins » et le tour serait joué.

Pas plus que Belloubet, le reste du gouvernement démissionnaire n'a l'air pressé de rendre son tablier.

Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet, mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

... renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal Le Monde s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau Premier ministre, au « risque [...] que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Parce que ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premiers ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Même si rien n'est gagné d'avance, le seul terrain sur lequel nous pouvons imposer nos solutions, c'est celui de la lutte, sans se laisser enfermer sur le terrain parlementaire des institutions faites par et pour les possédants.

Les conducteurs des bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et de l'autre, le 10 septembre dans l'éducation nationale, les profs sont ainsi appelés à la grève.

C'est tant mieux que dès le début s'exprime la colère, mais cela ne doit pas être un petit tour et puis s'en va. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à une journée d'action le 1^{er} octobre.

Mais pour nos retraites, nos salaires, nos revenus, nos emplois, il ne faudra pas en rester à des journées isolées, mais avancer la perspective d'une lutte d'ensemble type grève générale.

Fédérer toutes les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires et le grand patronat.

De Meo, pas d'accord pour la casse sociale !

Dans la chaleur de l'été, la direction de Renault a fait savoir qu'elle lancerait un nouvel « accord de compétitivité » pour la période 2025-2027. Le 1er date de 2013, quand Hollande avait inventé ce dispositif au service du patronat. Deux autres ont suivi, en 2017 et 2021. Tous ces accords s'engageaient à « *ancrer l'activité de Renault en France* ». Bilan : 15.000 emplois supprimés en France (30 % de l'effectif Renault France), une explosion de la sous-traitance et de la filialisation, la dégradation des conditions de travail et le blocage des salaires. Pourtant, la direction entend poursuivre dans cette voie. Elle annonce déjà la couleur en évoquant la concurrence de la Chine, le développement de l'intelligence artificielle (IA) et la « survie » de l'entreprise qui nécessiterait de revoir l'organisation du travail.

Alors oui, la direction prépare une attaque d'envergure contre l'ensemble des travailleurs de Renault Group en France. Mais parce que nous sommes le nombre et que privée de notre travail, la fabrique à profits s'arrête, nous avons les moyens de la mettre en échec. A nous de préparer et d'organiser la riposte.

Tesla, l'enfer capitaliste Le monde selon Musk

La gigafactory Tesla de Berlin a ouvert ses portes, il y a deux ans, pour produire des véhicules électriques. Vu le climat de peur qui y règne, peu de salarié.es osent s'exprimer ouvertement sur leur quotidien. Mais dès que la parole se libère, le constat est accablant. Des semaines à rallonge et une pression permanente pour augmenter les cadences conduit nombre de salarié.es à l'épuisement physique et moral, accidents de travail en nombre à la clé. Sans compter les risques liés à l'émanation de vapeur d'aluminium, très toxiques. Mais pas question de revendiquer : on peut se faire virer à tout moment. Le droit du travail, Elon Musk s'en fout complètement. On l'a déjà vu en Suède, cette année, où son refus de signer une convention collective a entraîné une grève de plusieurs mois. Pas question non plus de se voir imposer des règles environnementales, alors même que l'usine est construite au dessus d'une nappe phréatique peu profonde. Un monde où règne une liberté sans limite pour les capitalistes : chez Tesla, Amazon et autres, voilà leur rêve, voilà l'enfer qu'ils nous préparent.

France Travail: annonces douteuses

Une étude récente de la CGT-chômeurs révèle que plus de la moitié des offres d'emploi publiées par France Travail (ex-Pôle emploi) sont bidon : pointées en particulier les annonces de sites privés relayées sans vérification suffisante par France Travail. Le Code du travail dit pourtant que les offres doivent refléter strictement le contrat de travail qui sera signé : une offre de CDD indiquée comme pouvant déboucher sur un CDI qui ne correspond pas à la réalité du contrat qui sera effectivement signé est donc illégale. Il y a aussi beaucoup d'offres qui n'existent pas : en cliquant sur le lien pour aller sur le

site du partenaire, il est indiqué que l'offre a déjà été pourvue ; mais elle n'a pas été retirée du site France Travail. Sur les 1844 offres étudiées par la CGT-chômeurs dans les secteurs de l'industrie, de la santé et des services à la personne, dans onze villes cibles, 55 % ne sont pas dans les clous si on se fie au Code du travail. Soumis à la pression qu'on leur met, et face à une majorité d'annonces de CDD de courte durée ou carrément bidon, il en faut de l'énergie aux privé.es d'emploi pour ne pas se décourager.

Université d'été du Medef Le grand patronat en formation de combat

Dès l'ouverture des journées d'été du Medef, la semaine dernière, le ton était donné. A fond contre toute remise en cause de la politique « pro-business » de Macron, P.Martin, le patron des patrons, a annoncé la formation d'un « front économique » à même de permettre « *d'étendre l'influence* » du patronat dans le débat public. Pas question d'augmenter le SMIC, pas question de la moindre augmentation des impôts pour les riches ou les entreprises, pas question d'abrogation de la dernière réforme des retraites. Comme si, avec 72 milliards de bénéfices pour les seules entreprises du CAC 40, le patronat était au bord de la faillite. Ainsi, les choses sont plus claires que jamais : sous une apparence démocratique, le système politique en place et les élites à son service ne sauraient accepter, quel que soit le résultat des élections, la moindre remise en cause des intérêts des classes dominantes. Incarnation de cette dictature du capital, Macron prend son temps pour choisir son bras droit. Mais quel que soit le locataire de Matignon, nous savons à quoi nous en tenir sur sa feuille de route.

Gaza : le massacre continue, au mépris y compris du sort des otages

La grève générale et les foules impressionnantes qui ont défilé dans les rues d'Israël lundi dernier avec les familles des otages du Hamas sont l'expression d'un énorme ressentiment contre la politique jusqu'au boutiste de Nétanyahou à Gaza. La découverte par l'armée israélienne du corps de six des otages enlevés en octobre 2023 par le Hamas a fait déborder le vase. Même si une bonne partie des gens descendus dans la rue n'ont pas de sympathie particulière pour le sort des populations palestiniennes, ils accusent la politique de guerre à outrance menée à Gaza par Nétanyahou de torpiller les négociations en cours et d'empêcher le retour des otages encore détenus par le Hamas. Au delà de la question des otages, c'est donc bien le sort de la population palestinienne affamée, martyrisée, qui doit susciter encore et encore partout dans le monde une mobilisation résolue pour imposer à un Nétanyahou - jusqu'ici inflexible - l'arrêt du massacre et un cessez-le-feu durable.

RASSEMBLEMENTS DE SOUTIEN PEUPLE PALESTINIEN SAMEDI 7 SEPTEMBRE

- à **ELBEUF** - 10h30 Place de la Libération
- à **ROUEN** -15h00 Théâtre des arts